

# Arcelor : Michel Liebgott

## « Il faut repartir au front »

Bientôt un an que le site de Gandrange a fermé. Un an que Nicolas Sarkozy était venu tel le Messie au chevet de la sid éurgie lorraine. Un an que la région attend du concret sur les promesses faites. Un an que Michel Liebgott s'impatiente de voir l'aide arriver...

« Lorsqu'on a fermé Gandrange, personne ne s'attendait ni n'a demandé à Nicolas Sarkozy de venir sur place. Il l'a fait malgré tout. Il a dit qu'il reviendrait. Et presque un an plus tard, nous avons la désagréable sensation qu'il ne va pas respecter sa parole ». S'il n'est pas venu d'ici au 4 février, le chef de l'Etat n'aura en effet pas tenu ses engagements. Le 4 février... la date qui reste en travers de la gorge du député-maire socialiste de Fameck. Celle de l'espoir en 2008. Probablement celle de la déception en 2009. « On nous a annoncé des compensations, deux nouvelles centrales et une foule de choses sans que personne ne se soit même renseigné sur les possibilités de réalisation de tout cela ».

Dans le discours de l'homme politique, tout président qu'il est, Nicolas Sarkozy en prend pour son grade. « De deux choses l'une. Ou il avait la parole de Mittal et il s'est fait avoir, ou il ne l'avait pas et il s'est fait

son cinéma tout seul avec une pointe d'égoïsme pensant pouvoir l'y contraindre ensuite. Dans tous les cas, quand on est chef d'Etat, on n'a pas le droit de jouer avec les nerfs des salariés ! Il a juste réussi à éteindre l'incendie et couper la mobilisation »

### « Déméter est une honte »

La démonstration va plus loin. « Pourtant l'enjeu est grave à Gandrange. C'est celui du maintien de la filière liquide. Au lieu de nous parler de deux nouvelles centrales, il aurait mieux fallu parler des 330 millions nécessaires au maintien de celle-ci et graver les choses dans le marbre avec Mittal ». Car dans les textes -conventions locales, rapports -, selon le député, absolument rien n'est acté. « On utilise partout le conditionnel. Or, avoir des assurances est un besoin fondamental dans ce cas ». Pire, ce fameux rapport Déméter commandé par l'Etat n'aurait, toujours selon Michel



Liebgott, servi à rien. « Il se contente de reprendre les circonstances et les étapes de la délocalisation entre 2000 et 2008. C'est un travail d'étudiant. Et il a coûté un quart des crédits destinés à la revitalisation. Même le rapport Sadex des syndicats est plus précis et plus fourni. Ce rapport est tout simplement une honte pour laquelle personne n'a même consulté le parlementaire concerné, c'est-à-dire moi ». Que faire alors face à ces grands groupes qui font ce qu'ils veulent ? « Je crois qu'ils

sont juste sensibles à leur image qui peu être altérée par des mouvements sociaux. Il faut repartir au front. Elus et population. Et à l'avenir, peut-être travailler avec des conventions tripartites. Etat, employeur, syndicats. Car si ces derniers n'étaient pas oubliés, on éviterait les critiques et les revendications ensuite. Ils sont tout de même force de proposition... »

Régis Spannagel